

Le conflit soudanais



TABLE DES MATIERES

-

IntroDuction 1

LES FACTEURS DE PUISSANCE

Géographie physique

Géographie humaine

Economie

Forces armées

ORIGINE ET EVOLUTIONS DU CONFLIT

Genèse

L'indépendance

La trêve

La reprise du conflit

Naissance du MPLS

Le gouvernement de Sadek el-Mahdi et la montée en puissance du FNI

Le nouveau régime intégriste

L'unification de l'opposition

LES RELATIONS INTERNATIONALES DU SOUDAN

Egypte

Ethiopie

Erythrée

Kenya

Ouganda

République démocratique du Congo (Ex-Zaire)

République centrafricaine

Libye

Iran

Etats-Unis

France

CONCLUSION

Le conflit soudanais

Introduction

Plus grand Etat du continent africain, le Soudan n'en demeure pas moins l'un des plus fragiles. La persistance tragique de la guerre civile et l'instauration d'une politique basée sur un islam intégriste entraîne le pays dans un drame dont la communauté internationale ne semble pas s'émouvoir.

Laissée en arrière plan, la guerre civile au Soudan ne fait pas la "Une" des médias. Cette guerre ouverte entre le Sud et le Nord du pays sévit pourtant depuis 1955. Nous allons tenter d'éclairer ce conflit en quatre étapes. Dans la première étape nous décrirons sommairement les facteurs de puissance du Soudan pour planter le décor indispensable à toute analyse géopolitique. Nous poursuivrons cette analyse par la description des origines et de l'évolution du conflit. Dans une troisième étape, nous analyserons les relations internationales mouvementées du Soudan. Pour terminer, nous conclurons cette analyse par un essai de prospective.

Les facteurs de puissance

Géographie physique

Situé en Afrique orientale, le Soudan est ouvert sur la mer Rouge, et est entouré de l'Egypte, l'Erythrée, l'Ethiopie, le Kenya, l'Ouganda, la République démocratique du Congo (Ex-Zaïre), la République Centrafricaine, le Tchad et la Libye. Le Soudan ne présente aucune unité géophysique, il s'étend sur plus de 2.000Km du nord au sud et 1700 Km d'est en ouest. Traversé du nord au sud par la vallée du Nil, le Soudan est partagé en trois régions naturelles. Au nord s'étendent le désert de Libye et le désert de Nubie. La zone sahélienne centrale est traversée par l'Atbara, le Nil Blanc et le Nil Bleu. Le Sud est formé d'une grande plaine marécageuse où s'évapore une bonne partie des eaux du Nil Blanc. Pour éviter cette perte de ressource précieuse, la construction du canal de Jonglei a été entamée mais, pour cause de guerre, ce projet n'a pu voir le jour. Cette zone de marécages, difficilement pénétrable, participe également à la scission culturelle entre le Nord et le Sud. Khartoum, la capitale, est la plus grande ville du pays et le principal foyer commercial. Port soudan, sur la mer Rouge, est le principal port du pays. Le climat varie entre un type aride au nord, un climat tropical au centre, et un climat équatorial au sud.

Géographie humaine

La population est estimée à 28 millions d'habitants. Il faut comparer ce chiffre aux 63 millions d'Égyptiens, aux 55 millions d'Éthiopiens, aux 28 millions de Kenyans, aux 21 millions d'Ougandais et aux 44 millions de Congolais (Zaïrois). Le Soudan est donc peu peuplé et ne souffre pas d'une pression démographique importante. Mosaïque ethnique, plus de 500 ethnies sont représentées et se partagent quelques 177 langues et dialectes. Toutefois l'arabe est la langue maternelle de plus de 51% de la population. Le dinka est parlé par 10% des sudistes. Le Nord est habité par des populations arabes et musulmanes, dont de nombreuses tribus nomades. Le Sud est peuplé d'ethnies noires animistes ou christianisées. 70% sont musulmans sunnites, 12 % animistes et environ 10 % chrétiens.

Economie

Les principales ressources naturelles sont l'eau des "Nils" et les sols fertiles des vallées fluviales. L'irrigation de la partie centrale permet la culture intensive du coton. Les acacias des forêts du centre fournissent la gomme arabique. Les réserves de minéraux, bien que faibles, existent. Les plus importantes sont celles d'or, de chrome, de cuivre et de minerai de fer. Actuellement, l'extraction minière a quasiment été arrêtée. L'activité industrielle se limite dès lors à la transformation de produits agricoles et à la production textile. Des gisements de pétrole ont été découverts dans le sud mais l'exploitation se fait attendre en raison du conflit. Les grandes centrales hydroélectriques sur le Nil Bleu et sur l'Atbara assurent 70% de la production d'électricité du Soudan. Il est à noter qu'elles se situent toutes les deux dans la zone des conflits.

Les infrastructures et les voies de communication délabrées poussent le pays à la dérive. Le Soudan est écrasé par une dette de 20 milliards de dollars et le PNB par habitant atteint à peine 250\$. Le Soudan a été exclu du FMI en 1994.

-

Forces armées

Évaluée entre 55.000 hommes et 60.000 hommes, l'armée régulière a souffert de dissensions internes et de purges successives entamées par un gouvernement méfiant dans un pays où les coups d'états militaires se sont multipliés.

Le président du Front National Islamique, réel chef de l'Etat, préfère baser la répression interne sur des milices tribales et des forces populaires de défense établies sur le prototype des Gardes révolutionnaires iraniens. Ce choix dangereux a ravivé les conflits tribaux et les raids de pillage dans le Darfour et le Kordofan. Au Kordofan, plusieurs tribus ont même repris sur une assez large échelle les antiques rafles d'esclaves.

L'armée mal équipée souffre d'une logistique déplorable qui empêche tout mouvement d'envergure dans le sud du pays. Sans transmissions modernes, sans appuis aériens, sans artillerie et dépourvue d'aviation de transport de grand format, l'armée n'a pas la capacité opérationnelle de contrôler un aussi vaste territoire.

Soutenues un certain temps par la Libye, les troupes soudanaises furent ensuite renforcées par des matériels irakiens en reconnaissance de l'attitude de Khartoum pendant la guerre du Golfe. L'Iran a pris le relais et a fourni une aide importante en matériels militaires lourds et en " instructeurs " .

Origine et évolutions du conflit

Les violents combats, à la frontière de l'Éthiopie, ont fait entrer le conflit soudanais dans une nouvelle phase, désormais internationale. En effet, les maquisards du Mouvement populaire de libération des peuples du Soudan (MPLS, dirigé par un ancien officier de l'armée régulière, le colonel John Garang) ont reçu l'aide directe de l'armée éthiopienne, tandis que les forces gouvernementales, à court de matériel, obtenaient 1.400 tonnes d'armes amenées par un mini-pont aérien depuis Bagdad pour assurer la contre-attaque. Les pertes cumulées dues au conflit se chiffrent en centaines de milliers voire millions de morts.

Genèse

Cette lutte entre forces "arabes" et "africaines" dont le Soudan est aujourd'hui l'enjeu et dont le contrôle des eaux du Nil est l'ultime conséquence, n'est que le dernier chapitre d'un affrontement ancien, commencé il y a un siècle et demi par les razzias des marchands d'esclaves musulmans dans le Sud animiste.

Pendant la période coloniale, les Britanniques, désireux de "protéger" les Noirs de l'Islam, séparèrent radicalement le Nord du Sud en interdisant aux nordistes de pénétrer au-delà du Bahr-el-Arab. Ce n'est qu'en 1946 que cette " Southern Policy " fut abolie. Elle laissait un pays coupé en deux par des mémoires antagonistes, un énorme différentiel de développement économique en faveur du Nord et beaucoup d'incompréhension culturelle.

L'indépendance

Les Ansars, secte islamiste intégriste du Nord, ont joué et jouent encore un rôle majeur au Soudan. Ils furent, au côté des communistes, les instigateurs des mouvements d'indépendance.

La décision d'accorder l'indépendance au Soudan dans le cadre de ses frontières coloniales entraîna une mutinerie immédiate des unités noires de l'armée qui massacrèrent les officiers "arabes" que voulaient leur imposer les Britanniques (août 1955). Il s'ensuivit dix-sept années de guerre civile (1955-1972) pendant lesquelles les Nordistes tentèrent d'islamiser le Sud et de réduire la rébellion, alors que la guérilla (les Anya-Nya) réclamait la sécession.

La trêve

L'accord d'Addis-Abeba (février 1972), signé par le colonel Djafar el-Nemeiri, mit temporairement fin au conflit en instaurant un système semi-fédéral qui donnait aux trois provinces du Sud un statut autonome et un gouvernement commun, installé à

Juba (capitale du Sud). Ces onze années de trêve (1972-1983) furent, toutefois, gâchées par la conjugaison d'une totale négligence économique du Nord, d'une corruption et d'un tribalisme désastreux à Juba.

La reprise du conflit

Dans le Sud, où se trouvent justement les plus grandes potentialités agricoles du pays et où les Américains ont, de surcroît, découvert du pétrole, la paix relative n'a pas été mise à profit pour augmenter la croissance. Depuis 1982, on a assisté à un regain de tension entre le Nord et le Sud, principalement à cause des projets de réorganisation administrative, interprétés au Sud comme une atteinte aux accords de 1972 qui garantissaient une certaine autonomie. L'arrivée d'un grand nombre de réfugiés fuyant les combats qui se déroulaient en Érythrée et au Tchad a encore compliqué la situation dans le Sud en 1982. En mai 1983, on a assisté à des mutineries dans des garnisons du Sud-Soudan où le colonel John Garang a pris la tête des mutins.

La secte musulmane intégriste des Ansars est demeurée très puissante dans la vie politique et n'a jamais hésité à intervenir. Ainsi lorsque le 29 septembre 1983, le président Nemeiry décide de mettre en place une nouvelle législation, il ne fait que satisfaire aux exigences de ce mouvement religieux. Hassan el-Tourabi est alors Ministre de la Justice. Cette nouvelle législation est inspirée directement de la "charia" islamique: flagellation pour consommation d'alcool, amputation de la main droite pour vol, lapidation pour adultère et décapitation pour meurtre. Au départ, elle ne devait être appliquée qu'aux citoyens musulmans, mais en mai 1984, la presse a donné l'exemple de plusieurs chrétiens condamnés à être amputé d'une main et même des deux! De même, l'enseignement coranique a été rendu obligatoire dans l'ensemble des universités, où les Frères musulmans sont puissants. Face à une telle islamisation de la société, le conflit qui oppose depuis de longues années les peuples du Sud, chrétiens et animistes, à ceux du Nord n'a pu qu'être exacerbé.

Naissance du MPLS

La décision du président Nemeiry, en juin 1982, de rediviser le Sud dans ses trois provinces constitutives, en violation directe des accords de paix, fut le détonateur de cette nouvelle révolte. Celle-ci fut dès l'abord beaucoup plus efficace et structurée que celle des années soixante. Le MPLS se forma en effet à partir d'unités de l'armée régulière qui passèrent au soulèvement avec armes et bagages, leurs officiers en tête. De plus, mieux averti des réalités internationales, le MPLS ne réclamait plus la sécession mais au contraire la restructuration du pouvoir à Khartoum pour donner une place plus grande non seulement aux sudistes, mais aussi aux Noirs musulmans de l'Est et de l'Ouest. Ceux-ci, bien qu'ils constituent plus du tiers de la population, sont demeurés depuis l'indépendance les parents pauvres des "arabes" de la province centrale qui jouent sur leur fidélité islamique afin d'obtenir leur appui contre les Sudistes. La guerre, d'abord limitée au Sud proprement dit, s'est étendue depuis 1987 aux régions subsahariennes (Sud-Darfour, Sud-Kordofan, Monts Ingessana).

Bien que militairement d'une intensité limitée, ce conflit a cependant causé plus d'un demi-million de morts. En 1985, Nemeiri est renversé par un coup d'état militaire

alors qu'il est en voyage à l'étranger. Depuis 1986, le gouvernement a armé des milices tribales, en jouant sur le fait que la base ethnique du MPLS est surtout composée de Dinka. Ces milices, ennemies des Dinka, se sont surtout attaquées à la population civile et ont provoqué un véritable désastre écologique au Sud, les paysans abandonnant cultures et troupeaux pour chercher le salut dans la fuite vers l'Éthiopie ou vers les villes précairement ravitaillées par l'aide internationale. Sur les quelques six millions d'habitants que comptait le Sud à la veille de la guerre, il n'en reste à peine que quatre.

Le gouvernement de Sadek el-Mahdi et la montée en puissance du FNI

En 1987, la coalition des deux partis islamistes traditionnels, l'Oumma de Sadek el-Mahdi (moderniste nationaliste) et le PDU (pro-égyptien et conservateur) n'a pas su (ou pas voulu) imposer l'abolition de la charia (législation islamique) face à un Front national islamique (FNI) de plus en plus puissant.

A partir de 1988, l'option militaire qui a été celle du gouvernement de Sadek el-Mahdi a semblé se nuancer, les pressions internationales - notamment des États-Unis - s'étant accentuées à la suite des craintes qu'inspire à Washington l'implication croissante de la Libye aux côtés de Khartoum.

En politique intérieure, l'événement marquant a été l'entrée du Front national islamique (FNI) de Hassan el-Tourabi au sein du cabinet de coalition en mai 1988. Cette formation "islamiste" défend l'application de la charia dont elle avait été le promoteur lors de son précédent passage au gouvernement, en septembre 1983. C'est cet engagement, antinomique avec toute solution négociée dans la guerre du Sud, qui a fini par faire éclater la coalition gouvernementale. Le Parti démocratique unioniste (PDU) quittait le gouvernement le 29 décembre 1988. Le PDU, formation modérée pro-égyptienne dirigée par Mohamed Osman al-Mirghani, avait en effet négocié à Addis-Abeba, en son nom propre, un accord préliminaire de paix avec la guérilla, et celui-ci avait été rejeté par le Parlement à l'instigation du Premier ministre et de ses alliés du FNI.

Le nouveau régime intégriste

Un coup d'état militaire mettait fin, le 30 juin 1989, au gouvernement civil de Sadek el-Mahdi. La nature du nouveau régime suscitait de nombreux débats. Pour certains, malgré un soutien égyptien immédiat, il s'agissait d'un putsch des "frères musulmans" inquiets des compromis que Khartoum négociait avec le Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan (MPLS-APLS) dirigé par John Garang.

Le régime intégriste du général Omar el-Bashir, en réalité dirigé par le président du FNI Hassan el-Tourabi, s'est enfoncé dans la crise interne en refusant tout réel compromis avec le MPLS, notamment sur l'abolition de la charia. Il s'est de plus fortement isolé de ses voisins et du monde occidental. L'opposition (MPLS) a retrouvé une plus grande vigueur, en raison d'une aide internationale accrue et d'une diminution des dissensions internes au mouvement. L'exclusion par le FNI de Sadek-el Mahdi (ancien Premier Ministre) augmenta le nombre d'opposants au régime islamiste de Khartoum.

Le Soudan a remis en cause son ancrage dans le camp occidental avec l'arrivée au pouvoir d'une junte militaire inspirée par le fondamentalisme islamique et qui s'est rendue coupable de graves violations des droits de l'homme. Il a apporté un soutien à peine voilé à l'Irak pendant la guerre du Golfe, et a servi de base arrière à des groupes islamistes ou terroristes hostiles à ces alliés traditionnels des Occidentaux que sont l'Arabie saoudite, l'Égypte et les monarchies du Golfe.

A partir de l'été 1993, le régime islamiste soudanais subit de nombreux revers au niveau international. Suspendu en août de son droit de vote au sein du FMI, il est exclu de l'organisation en février 1994, ce qui rend très difficile l'octroi de prêts par des banques privées. La décision américaine de porter le pays sur la liste des États soutenant le terrorisme international a indiqué que Washington entendait maintenir de fortes pressions sur Khartoum. En avril 1994, Madeleine Albright, ambassadeur américain aux Nations Unies à cette époque, a répété les accusations portées contre le Soudan après l'attentat contre le World Trade Center de New York.

Le Conseil de commandement révolutionnaire avait pourtant été dissout, en octobre 1993, afin de donner un visage plus civil aux institutions. La répression au Nord s'était faite plus sélective et la torture plus intermittente. Mais ces mesures homéopathiques ne pouvaient dissimuler les pans les plus répressifs de la politique du régime: emprisonnement des opposants, y compris des dirigeants des grands partis traditionnels, bombardement de populations civiles au Sud, restriction des libertés d'expression y compris au sein de sa propre base, enlèvement d'enfants du Sud et endoctrinement islamique.

En 1995, les nouvelles discussions entre le gouvernement du général Omar Hassan Ahmed el-Bechir et le MPLS n'ont pas donné de résultats tangibles en dépit de la médiation égyptienne et zaïroise. Le MPLS demandait la levée de l'état d'urgence, la restauration des libertés démocratiques et le gel de la charia. C'en était trop pour un régime militaire où la présence et l'influence de nombreux cadres islamistes devenaient rapidement importantes. Sur le terrain, la situation de ni guerre ni paix a permis un réarmement des deux camps, puis la reprise d'affrontements limités mais violents dans la province du Nil bleu et à proximité de la frontière ougandaise. Les populations ont été, plus que jamais, les otages de ce conflit: bombardement aveugles de Juba par l'APLS, massacres de déplacés dans le Darfour, le Kordofan ou la province du Nil blanc sous contrôle gouvernemental.

L'unification de l'opposition

C'est depuis la capitale de l'Erythrée, Asmara, que l'ancien Premier Ministre Sadek el-Mahdi a réussi, en janvier 1997, à unifier l'opposition au régime intégriste soudanais. L'Alliance nationale démocratique (AND) regroupe désormais l'ensemble de l'opposition sudiste (chrétiens et animistes) et nordiste (musulmane). Sadek el-Mahdi a pris la direction politique du mouvement tandis que John Garang en a pris la direction militaire. Néanmoins, les tensions entre les différentes composantes de la rébellion n'ont pas disparu et le risque d'un éclatement de l'Alliance n'est pas exclu.

De violents combats tant au Sud qu'à l'Est, ont permis aux rebelles de reconquérir une partie du territoire. Toutefois, les villes, bastions renforcés, du Sud restent aux

mains des gouvernementaux et il est peu probable que cette situation change rapidement.

Au Sud, l'habilité du leader islamiste Hassan El Tourabi à jouer des antagonismes tribaux et des rivalités personnelles entre chefs sudistes a également abouti. Riek Machar, chef Nuers et ancien compagnon de J Garang, était intronisé officiellement président du Conseil de coordination du Sud. En échange, les factions sudistes ralliées fusionnaient en un nouveau mouvement, les Forces de défense du Sud-Soudan, pour mener la lutte contre l'APLS.

Marquant des avantages militaires, la rébellion a repris les négociations de paix avec le gouvernement, plus apte à des concessions. Toutefois, fin novembre 1997, les négociations, menées sous l'égide du président kenyan Daniel arap Moi, ont été suspendues jusqu' en avril 1998. L'AND exigeait un référendum sur l'autodétermination du Sud dans les 2 ans, l'établissement d'une confédération avec le Nord et surtout un état laïque ne mélangeant pas religion et politique. Si le gouvernement de Khartoum accepte l'idée d'un référendum, il est partisan d'une fédération Nord-Sud, plus liée qu'une confédération et ne veut pas entendre parler d'un gouvernement laïque.

Selon les observateurs de l'ONU, la situation est bloquée sur tous les plans.

Les relations internationales du SOUDAN

La description des relations internationales du Soudan est l'application quasi parfaite d'un principe séculaire "Les amis de mes amis sont mes amis; les amis de mes ennemis sont mes ennemis et les ennemis de mes ennemis sont mes amis". Les bouleversements récents en Afrique centrale illustrent parfaitement les changements d'alliances dans la région et l'influence du conflit soudanais sur la sécurité régionale.

Egypte

Les relations entre l'Égypte et le gouvernement de Khartoum peuvent être qualifiées de fortes oppositions réfléchies. Le gouvernement égyptien reproche à son voisin du Sud de soutenir les mouvements islamistes terroristes qui sévissent au Caire et dans le Nord du pays. La tentative d'assassinat du président Moubarak supportée par le régime soudanais est une autre motivation de tensions entre les deux pays. Le différend qui oppose Le Caire et Khartoum à propos des territoires frontaliers du triangle de Hala'ib est également une pomme de discorde. Toutefois, le gouvernement égyptien ne veut pas déstabiliser le Soudan, ni le voir sombrer dans une partition Nord-Sud. La raison principale de cette attitude étonnamment prudente est le Nil. Source de toute vie, cet intérêt vital de l'Égypte ne peut être laissé sans contrôle. La reprise de la construction du Canal de Jonglei ferait gagner plus de 4 milliards de M³ au fleuve. Le Caire veut donc une solution négociée au Soudan. La visite récente du vice-président soudanais au président Moubarak, suivie quelques jours plus tard par celle de J. Garang en est la preuve tangible.

Ethiopie

La participation de militaires éthiopiens au coté de l'Alliance (AND) démontre l'état des relations entre le gouvernement d'Addis-Abeba et celui de Khartoum.

L'appui soudanais, par américains interposés, à la mise en place du régime éthiopien en 1991 aurait dû mener les deux régimes vers des relations sinon amicales à tout le moins stables. Mais l'impérialisme intégriste musulman (prosélytisme islamique révolutionnaire) du gouvernement de Tourabi ("djihad") dans une Ethiopie où vivent de 35 à 50 % de chrétiens allait vite transformer une entente cordiale en guerre diplomatique par appui aux mouvements d'opposition de part et d'autre de la frontière, Khartoum appuyant la dissidence du Front de libération des Oromos (FLO).

Le contentieux entre les deux états s'enrichit également de la tentative d'assassinat, orchestré par Khartoum, du président Moubarak à Addis Abbeba. Toutefois, l'Ethiopie n'a pas rompu ses relations diplomatiques avec le Soudan et les derniers progrès de l'Alliance sur le terrain ont poussé Khartoum à fermer les bureaux du Front de libération Oromo et du Mouvement de libération de l'Ethiopie. Les polémiques entre les deux pays ont disparu des médias officiels.

Erythrée

Les mêmes tentatives d'ingérence du Soudan sur la politique intérieure du pays, ont entraîné la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. Le président Issias Afwerkis soutient l'opposition soudanaise avec d'autant plus de vigueur depuis qu'il a appris que Khartoum avait commandité l'assassinat, heureusement avorté, sur sa personne. Il est admis que des forces militaires érythréennes ont participé à l'offensive de l'AND en janvier 97.

Kenya

Les négociations entre l'AND et le gouvernement soudanais ont lieu a NAÏROBI et le président Daniel arap Moi préside personnellement les pourparlers. Le Kenya s'érige donc en médiateur. Est-ce à dire qu'il n'y a aucun appui du gouvernement kenyan à l'une ou l'autre partie? Non, un contentieux frontalier existe.

Ouganda

L'aviation soudanaise a franchi à plusieurs reprises l'espace aérien ougandais pour bombarder les sanctuaires rebelles sudistes. Khartoum appuie également le mouvement d'opposition ougandais " Lord's Resistance Army " en lutte contre le pouvoir de Museveni. Kampala appuie donc sans limites les rebelles de John Garang d'autant plus que l'Ouganda sert d'intermédiaire à l'aide américaine et israélienne. Museveni ne cache pas qu'il préfère un état du Sud Soudan indépendant comme tampon entre son pays et l'Afrique du Nord musulmane.

République démocratique du Congo (Ex-Zaïre)

Le changement d'acteurs intervenu récemment dans l'ex-Zaïre illustre clairement le maillage des relations et de l'interdépendance des états dans la région. Si le

gouvernement pro-hutus du maréchal Mobutu s'opposait au président Ougandais Museveni, il devenait donc un allié de fait de Khartoum. Alors que le Gouvernement de Laurent désiré Kabila, allié incontestable de Museveni, ne peut être qu'un nouvel adversaire pour le régime soudanais. Le président Kabila a d'ailleurs été reçu à Asmara par le président Issias qui veut le convaincre de soutenir l'opposition soudanaise.

République centrafricaine

Il n'existe pas d'opposition entre le RCA et le Soudan. Les troupes soudanaises ont même pu franchir le territoire de la RCA pour attaquer les rebelles en Ouganda. Toutefois, depuis la chute du régime de Mobutu et le renversement d'alliance, la position favorable de la RCA risque de se limiter de plus en plus.

Tchad

Faisant partie avec la RCA et anciennement le Zaïre de Mobutu du bloc " francophile ", le Tchad a de bonnes relations avec Khartoum plus par opposition aux " anglophiles " de l'Ouganda que par communion d'intérêts. Ces bonnes relations se limitent à une attitude attentiste dénuée d'opposition ou de soutien franc.

Libye

Tous deux condamnés par des résolutions de l'ONU pour leur appui au terrorisme, le Soudan et la Libye devraient avoir une confluence d'intérêts. La Libye a fourni des armes au FNI et des pilotes libyens ont également participé aux missions de bombardement dans le Sud. Cet appui était en contrepartie d'une aide soudanaise au Tchad contre Hisène Habré.

L'équilibre dans la région entre le trio Egypte - Soudan - Libye, s'est toujours basé sur un rapprochement à deux contre le troisième. L'indécision du régime de Tourabi pour se positionner entre la Libye et l'Egypte entraîne l'axe Khartoum-Tripoli dans une position instable. De plus, cette région de l'Afrique musulmane n'est pas assez grande pour deux révolutions islamistes: celle de Kadhafi et celle de Tourabi. Après la tentative d'assassinat de Moubarak, Tripoli a expulsé une cellule du FNI ainsi que plusieurs milliers de travailleurs soudanais quelques semaines plus tard.

Iran

Le régime intégriste de Tourabi reçoit l'appui idéologique et financier des mollahs iraniens qui continuent à exporter leur révolution et à déstabiliser " le grand Satan ". Khartoum sert de base de formation et de repos à de nombreuses organisations terroristes soutenues par Téhéran. Dans ces camps d'entraînement, les gardes révolutionnaires iraniens servent d'instructeurs. Grâce à Port-soudan et aux accords particuliers autorisant les aéronefs iraniens à atterrir sans entrave au Soudan, Téhéran dispose d'une porte ouverte pour l'extension de sa révolution en Afrique.

Etats-Unis

La lutte contre le terrorisme et l'opposition aux régimes Iraniens et Irakiens sont les guides de la politique américaine vis à vis du Soudan. Le gouvernement Clinton fait pression pour l'application d'un embargo vis à vis du Soudan. Washington considère le régime soudanais comme une épine majeure dans le règlement pacifique du conflit israëlo-arabe par son appui aux mouvements terroristes islamiques (Hamas, Hezbollah, Abou Nidal). Le président Clinton a décidé, en novembre 97, de geler les avoirs bancaires soudanais et d'interdire toute transaction commerciale avec le Soudan.

France

L'extradition du terroriste "Carlos" par le gouvernement soudanais à la demande de Paris, fut un succès politique et diplomatique du bouillant ministre de l'intérieur Charles Pasqua. D'aucuns affirment que cette extradition fut un remerciement de l'aide apporté par la DST à la réorganisation des services secrets soudanais.

La relative scission entre les états africains "anglophones" (Ouganda, Kenya) et "francophones" (Rwanda, Zaïre, République Centrafricaine, Tchad) pourra justifier une politique d'appui du gouvernement français au régime de Khartoum. Cette approche d'une politique française (secrète) indirecte a actuellement peu de crédit. Le soutien français mitigé aux anciens régimes "francophones" face à une offensive orchestrée par Kampala laisse à croire que la France ne veut plus s'impliquer trop fortement dans la région.

Il y a pourtant lieu de s'inquiéter de l'appui financier et matériel fourni par Khartoum aux mouvements intégristes algériens, tunisiens et marocains. Ils risquent de déstabiliser tout le Maghreb et d'exporter la violence en métropole.

En synthèse

Le régime islamiste soudanais, usé par la guerre civile et par la déconfiture économique, devenu paria international et ayant suscité l'hostilité de la quasi-totalité de ses voisins par ses opérations de subversions, se trouve dans une situation d'une extrême gravité. Les revers militaires de Khartoum dans l'Est et dans le Sud ont poussé le gouvernement soudanais à mener une politique plus diplomatique vis à vis de ses voisins. Cette tentative ne parvient toutefois pas à défaire l'AND et la chute du maréchal Mobutu isole de plus en plus le régime soudanais qui n'a plus d'allié objectif sur le continent africain.

Conclusion : Quel avenir pour le soudan?

Le Soudan doit à sa géographie d'être une charnière entre le monde Arabo-musulman et l'Afrique noire animiste ou chrétienne. Franchissant l'immense désert saharien qui sépare de manière quasi-hermétique l'Afrique du Nord de l'Afrique Centrale et Occidentale, la trouée du Nil a permis la rencontre de ces deux mondes et de leurs antagonismes.

La nouvelle donne en Afrique centrale, avec les nouveaux régimes de Laurent désiré Kabila au Congo et de Paul Kagamé au Rwanda, a créé un axe, Erythrée, Ethiopie, Ouganda, Rwanda, République démocratique du Congo, défavorable au régime soudanais. La sanctuarisation de la rébellion en dehors des frontières soudanaises empêche toute victoire gouvernementale définitive.

Avec le changement de saisons, l'offensive rebelle peut reprendre au début de 1998. Mais les conquêtes militaires, qui pourront difficilement atteindre la capitale, ne seront que des gages pour les négociations qui doivent reprendre en avril. Celles-ci ont peu de chance d'aboutir à un accord vu la divergence d'opinions. Tourabi n'acceptera jamais un état laïque.

Une nouvelle tendance se dessine en Iran où le nouveau président Khatami semble moins révolutionnaire que les mollahs. Une politique iranienne moins favorable à un soutien inconditionné du Soudan pourrait également jouer un rôle favorable à la rébellion en modifiant les équilibres de puissance qui s'affrontent sur le terrain.

L'Alliance dispose donc de plus en plus d'atouts. Seront-ils suffisants pour sortir le pays de ce conflit interminable?

Les succès militaires de l'alliance (AND) tant au Sud qu'à l'Est ne doivent pas cacher l'impasse dans laquelle se trouve le Soudan. Ni l'AND, ni le gouvernement de Khartoum ne peuvent emporter de victoire militaire totale. Les tentatives du président Béchir pour diviser l'opposition et supprimer leurs soutiens extérieurs ont eu des succès mitigés. Or, sans un appui massif de l'Ethiopie, l'AND ne peut conquérir la capitale par la force.

La solution doit venir de l'intérieur. Des dissensions entre Tourabi et le président Béchir, plus modéré, se font de plus en plus visibles. Comme par le passé, un soulèvement populaire peut faire basculer le régime de Tourabi. Ce soulèvement devra s'appuyer sur un coup d'état militaire. Mais l'armée, épurée et soigneusement quadrillée par le régime, peut-elle encore renverser le régime?

Il faut néanmoins en cas de victoire de l'Alliance que les oppositions ancestrales entre le Sud et le Nord soient aplanies ou muselées, de même que les rivalités tribales au Sud. La création de l'Alliance entre musulmans modérés et chrétiens-animistes du Sud est une opportunité pour un Soudan laïque et fédéral. L'Alliance pourrait, en effet, préfigurer un gouvernement de coalition capable de mettre un terme au conflit.

La partition du Soudan, qui en théorie pourrait être envisagée, n'est pas une solution. La redéfinition des frontières héritées de la colonisation serait un précédent, une boîte de pandore, qui risquerait de mettre l'Afrique tout entière à feu et à sang. Heureusement cette revendication ne fait pas partie et n'a jamais fait partie des revendications de J. GARANG.

Il faut mettre en oeuvre une stratégie indirecte pour promouvoir la fin du régime intégriste en place et donner naissance à un Soudan pacifié qui n'aurait plus de tendances déstabilisatrices sur son environnement proche ou plus lointain.

Dans tous les cas de figures, seul un développement "assisté" du pays pourra à terme instaurer la paix dans cette région. La France à elle seule ne peut jouer de rôle décisif, mais une initiative européenne autre que purement diplomatique le peut. En développant cette région et en offrant une relation privilégiée, l'Europe participerait à la stabilisation de toute la région et lutterait efficacement par acteurs interposés contre l'intégrisme islamique. Il faut pour cela une "vision" européenne et une volonté d'assistance économique.

La participation active du gouvernement soudanais aux mouvements fondamentalistes du Maghreb en Algérie, Tunisie et Maroc ainsi que le soutien des mouvements d'opposition au processus de paix au Moyen-Orient doit inciter l'Europe à éviter toute position attentiste.

Ann A

Repères chronologiques de l'histoire moderne du SOUDAN

1830 Khartoum est fondée.

1848 (2 Sep) le général Horatius Kitchener, sirdar (commandant en chef de l'armée du khédivé), bat le khalife et reprend Khartoum.

1880 Mohammed Ahmed Ibn Abdoullah († 1885), mystique, se proclame mahdi (le bien guidé) et, avec ses Ansars (les victorieux), s'oppose aux Égyptiens impurs et aux chrétiens.

1885 Charles Gordon prend Khartoum .

1885-99 règne du Khalife Abdullahi Ibn Mohamed.

1896-98 expédition anglo-égyptienne ; affaire de Fachoda. (Fr>< GB)

1899 (19 Jan) condominium anglo-égyptien. Gouverneur général nommé par le khédivé d'Égypte sur recommandation du gouvernement britannique.

1904 le Sud est interdit aux commerçants nordistes, protégé par la division en territoires fermés, les " closed districts ".

1914-18 les Anglais se rapprochent des Ansars. Abdel Rahman fils du mahdi devient un fidèle des Anglais.

1930 dans le Sud déplacement des nordistes employés, remplacement par des indigènes.

1941 la confrérie Khatmiya proche des Égyptiens fonde son parti Al Achikka (les Frères) (intégristes).

1945 les Ansars fondent parti Oumma.

1948 élections législatives organisées par Britanniques ; Oumma vainqueur, les Archikkas (pour les Égyptiens) boycottent les élections.

1951 Farouk se proclame roi d'Égypte et du Soudan.

1953 autonomie interne, élections : Oumma vaincu (22 sièges sur 97).

1955 les Ansars s'allient au Parti communiste (fondé en 1946 comme Mouvement de libération nationale) ; et parviennent à imposer l'indépendance.

• A partir de 1956 (République)

1956 (1Jan) république indépendante, Conseil de souveraineté de 5 membres; guerre civile.

1958 (juin) Parlement refuse d'accorder l'autonomie au Sud. Le 17 Nov coup d'État militaire, dictature du maréchal Ibrahim Abboud.

1962 exil des intellectuels sudistes qui fondent la SCADNU (Sudan African Closed Districts National Union). 1963 devient la SANU (Sudan African National Union). 1963-72 guerre du Sud-Soudan, rébellion des Anya-Nya.

1965-juillet Ismail el-Azhari président.

1969 (25 mai) coup d'État du général Mohammed Gaafar Nemeiry (né 1-1-1930).

1970 (9 Nov) alliance Libye/Soudan.

1971 (12 Oct) Nemeiry élu président.

1972 (26 Fev) accord d'Addis-Abéba entre gouvernement et colonel Joseph Lagu (né 22-11-1931), chef de l'Anyanya Liberation Front, mettant fin dans le Sud à la guerre menée depuis le 19-8-1955 par 4.000.000 d'animistes ou christianisés (500.000 †). -Juillet relations diplomatiques avec USA reprises. Refus d'adhérer à l'Union des républiques arabes.

1973 (25 Jan) complot contre Nemeiry découvert.

Mars: 8 terroristes tuent 3 diplomates (ambassadeur et conseiller américains, chargé d'affaires belge) dans l'ambassade saoudienne.

1974 (20 Oct) émeutes dans le Sud.

1975 (5 Sep) coup d'État du lieutenant-colonel H.H. Osman, échec (3-1-1976 : 6 officiers auteurs du coup d'État exécutés). -2-2 10 autres exécutions. -2-7 putsch échoue (environ 1 000 †). -15-7 pacte de défense commune avec Égypte.

1977-avril Nemeiry réélu président.

1979-mai Nemeiry maréchal.

1981 -mars complot : échec. Nombreux raids libyens.

1982 -janvier et décembre manifestations contre hausses des prix.

(2 Juil) vice-président Abdel Magid Khalil démis, remplacé par Joseph Lagu.

1983 (16 Mai) rébellion militaire à Bor. Colonel Garang envoyé sur place prend le maquis. -Septembre loi islamique (charia) en vigueur.

1984 recrudescence guérilla dans le Sud.

1985 (18 Jan) Mahmoud Mohamed Taha (chef du mouvement islamique des " Frères républicains", 76 ans) exécuté.

(27 Jan) 4 otages (dont 2 Français), libérés par ALPS contre rançon (20 millions de francs ?); famine; aide américaine. (27/28 Mar) émeute de la faim, 8†.

1985 (6 Avr) le général Sewar el Dahab renverse Nemeiry qui, revenant des USA, prévenu au Caire, ne rentre pas au Soudan. Bilan famine depuis 1983: 250.000†.

1986(16 Aou) Fokker civil abattu dans le Sud (63†).

1987 pour venir à bout de la rébellion, le gouvernement déclenche la guerre des milices tribales. Des tribus nilotiques (Nuer du Haut-Nil, Fertit du Bahr el-Ghazal, Mundari de l'Equatoria), arabes (Missirieh du Kordofan, Rezigat du Darfour), sont lancées contre les sudistes. Pour elles, les Noirs du Sud, et notamment les Dinka, sont des êtres inférieurs.

(28 Mar) 1.000 Dinkas (Noirs) tués par Rizagats (Arabes) à Ed Dai'en au Sud.

(11 Aou) 250 à 600 civils tués à Wau par l'armée.

1988 famine (centaines de milliers de †).

Mai: FNI entre au gouvernement.

(16 Nov) accord guérilla/PUD pour l'arrêt des combats.

(29 Dec) manifestation contre hausse des prix. PUD se retire du gouvernement de coalition.

1989 (28 Jan) rebelles prennent Nasir. (16 Fev) prennent Liria. (17 Avr) prennent Bor.

(30 Jun) coup d'État. Sadek el-Mahdi Premier ministre renversé, arrêté, libéré 10-1-1990.

1989 (10 Jul) général Omar Hassan el Bechir chef du Conseil de commandement de la révolution (CCR).

(21 Dec) avion de Médecins sans frontières abattu (4† dont 3Français).

1990-février APLS (Armée populaire de libération du Soudan) assiège Juba.

(23 Avr) coup d'État échoue.

1991 (22 Mar) Code pénal, fondé sur la charia, dans les régions à majorité musulmane.

(1 Avr) combats dans le Sud. En mai rébellion privée de sa principale base arrière (chute du président Mengistu en Éthiopie).

1992-mai/juin négociations d'Abuja (Nigéria conciliateur). -18-5 dinar remplace £ soudanaise (1 D = 10 £S soit 0,10 \$).

Scission au sein de l'APLS: Nuer (Ryek Mascher) contre Dinka du Sud (John Garang)

1993 conflit frontalier avec Égypte dans la zone d'Alaïb (17.000 km² près de la mer Rouge).

(3 Fev) accord sur rapatriement de 300.000 Éthiopiens.

(10 Fev) Jean-Paul II à Khartoum. (26 Avr) négociations de paix (ajournées 15-5). 16-10 Hassan el Bechir président (du FNI). (23 Oct) CCR autodissous.

1994-mai/juin menace de famine. (15 Jun) l'APLS crée un gouvernement du Nouveau Soudan.

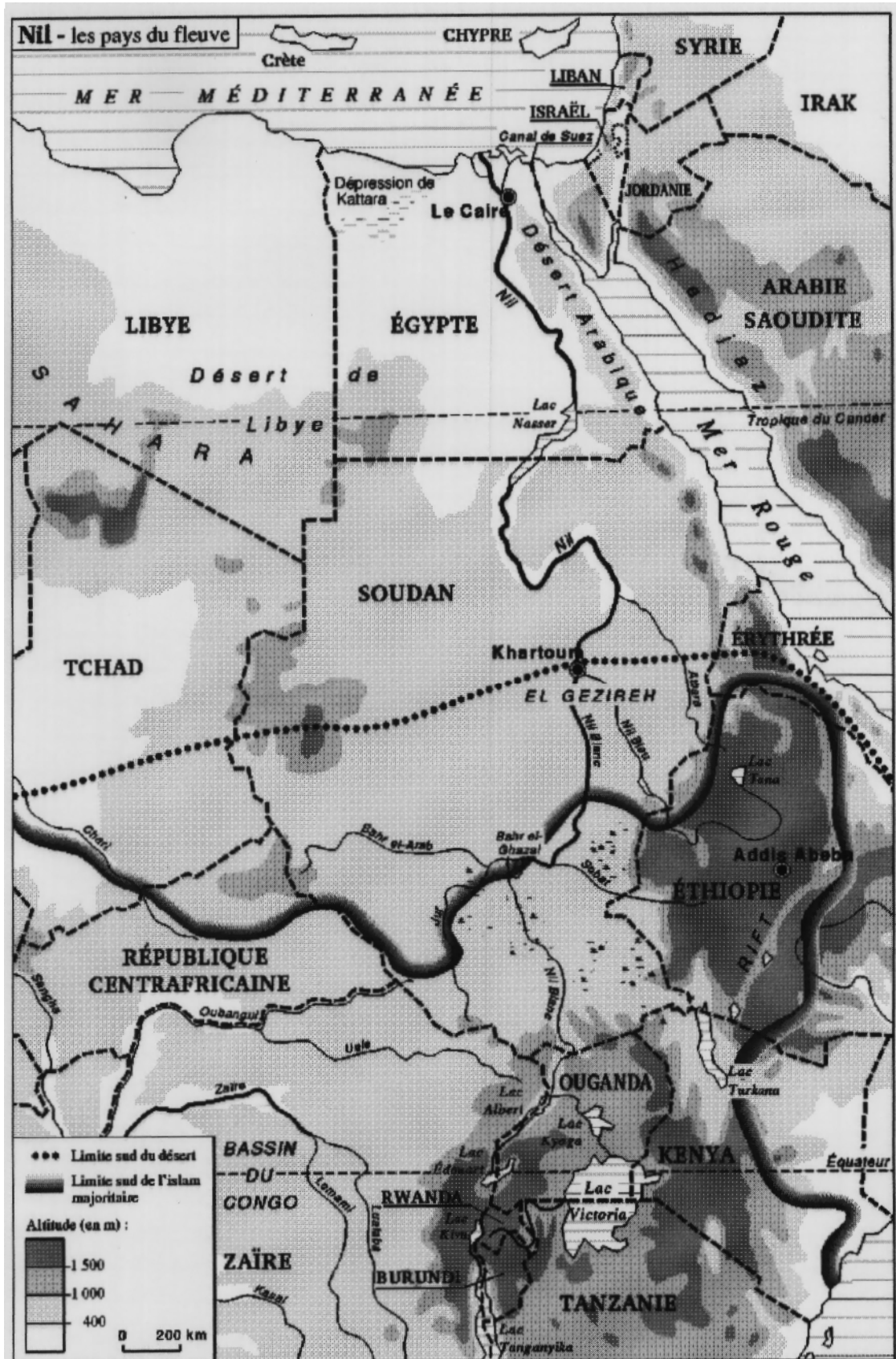
1995-12-2 accords de Nairobi entre les 2 APLS (John Garang et Rjek Mascher). -26-3 cessez-le-feu de 2 mois gouvernement/rebelles du Sud. -30/3-2/4 conférence populaire arabe et islamique à Khartoum. -9/12-9 manifestation à Khartoum contre hausse des prix, 2 †. Octobre Libye expulse 300.000 travailleurs. -25-10 offensive APLS dans le Sud, avancée de 50 km, Parajok prise.

1996-31-1 Onu accuse le Soudan de soutenir le terrorisme, départ nombreux diplomates. -6/17-3 élections législatives et présidentielle (général el Bechir élu avec 73,2 % des voix). -26-4 Onu vote embargo sur armes pour obtenir l'extradition des islamistes impliqués dans la tentative d'assassinat du président Moubarak en juin 1995 à Addis Abéba.

1997 (Jan) les rebelles prennent Kassala, Qeissan et Kurmuk. Dans le Sud, J; Garang est aux portes de Juba.

Ann B

Carte de l'expansion musulmane en Afrique orientale



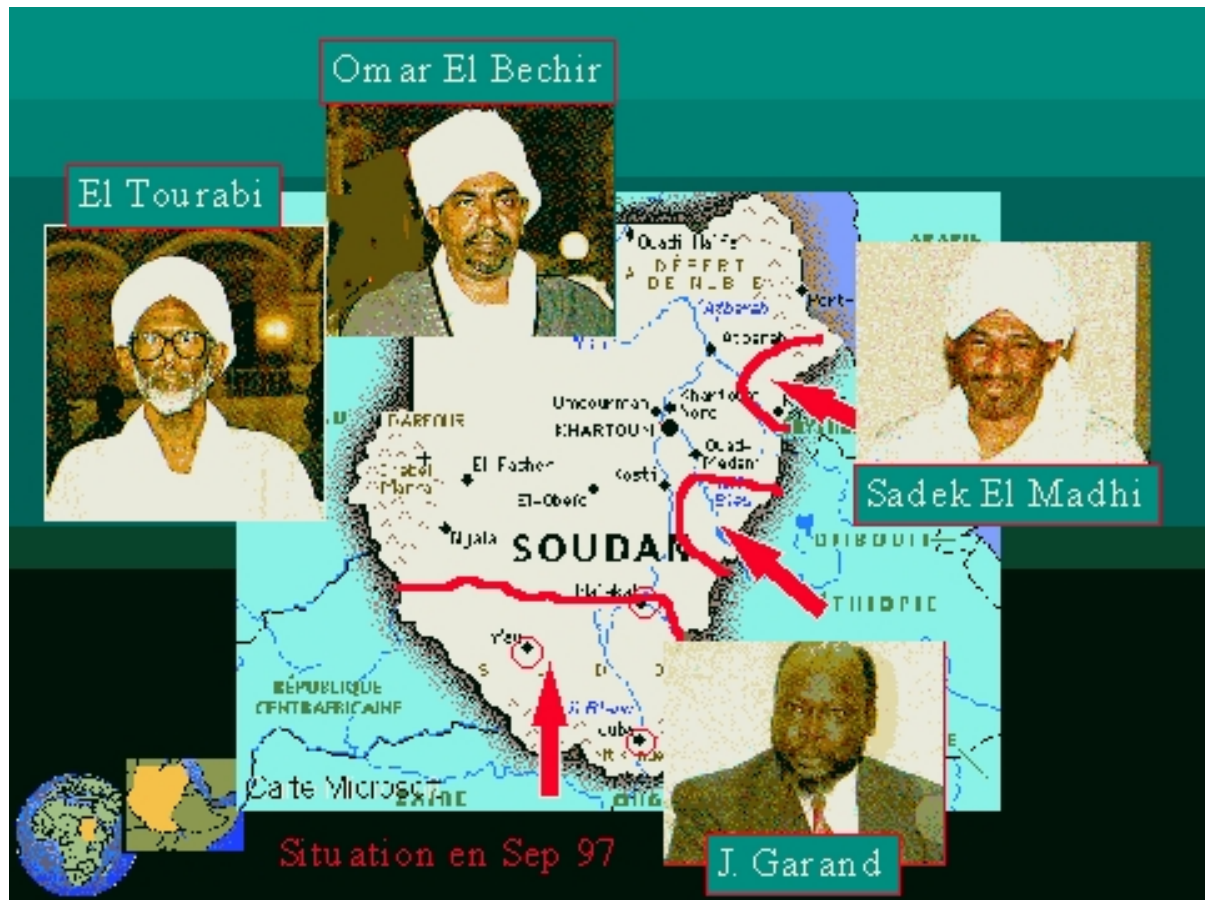
Ann
C

Ca
rte
ad
mi
ni
str
ati
ve
du
So
ud
an



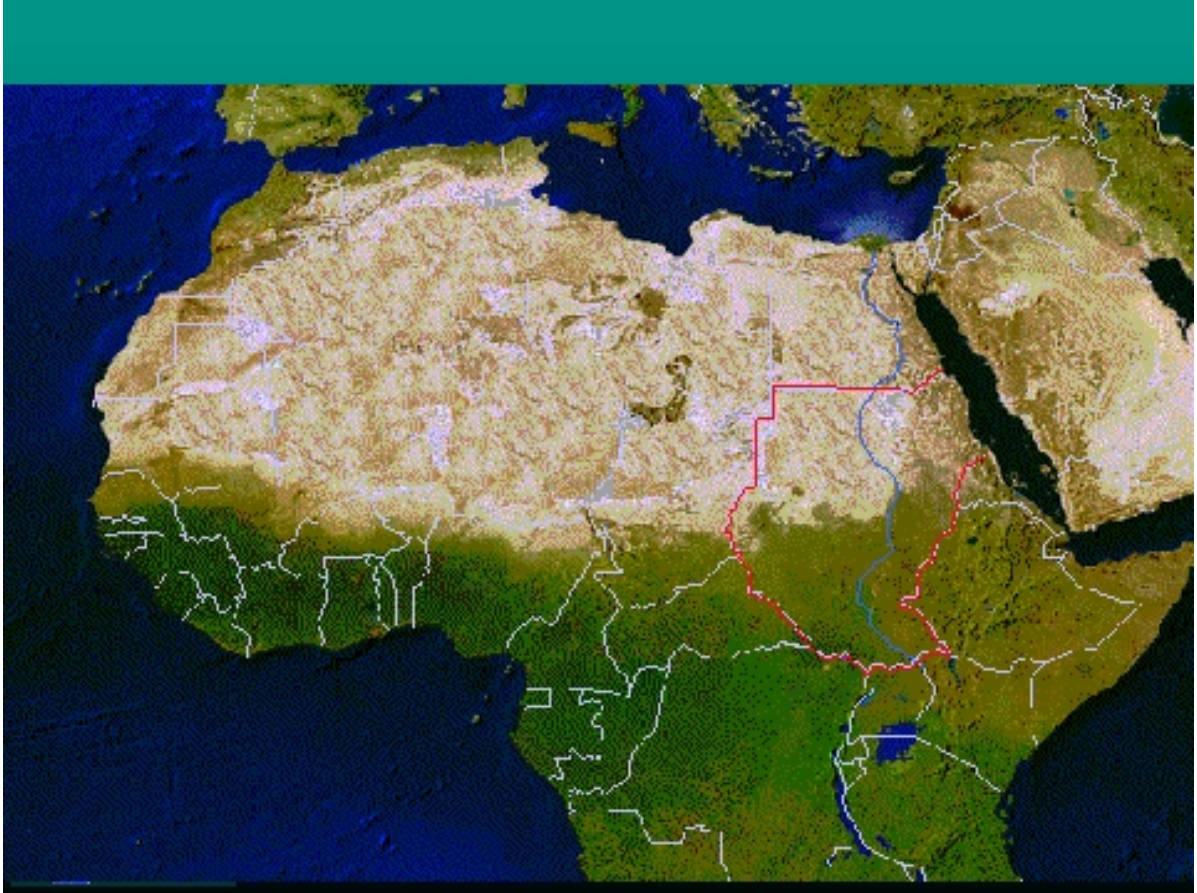
Ann D

Les acteurs du drame



Ann E

La trouée du Nil : passage entre deux mondes



Bibliographie

Publications écrites

Bader C. et Coma S., " Les oubliés de la corne de l'Afrique ", in Le Monde diplomatique, Juin 1995, p.12.

Cherif O., "Soudan: Chronique d'une guerre annoncée", in Jeune Afrique, n° 1884, février 1997, pp. 26-29.

Mury J-P., "Soudan: l'unité impossible", in Défense nationale, Août 1997, pp.112-123

Peninou J-L., "Grandes manoeuvres autour du Soudan", in Le Monde diplomatique, septembre 1997, p.8

Prunier G., "Le Soudan au centre d'une guerre régionale", in Le Monde diplomatique, février 1997, pp. 8-9

Tincq H., " La progression des rebelles dans le sud du Soudan renforce les rivalités entre factions ", in Le Monde, 7mai 1997,

Waller R., "Sudanese security: Rogue state in crisis", in Jane's Intelligence Review, juillet 1996, pp. 311-315

Wauthier Cl., "L'Afrique subsaharienne", in L'année stratégique 1995, Paris , Editions Dunod.

CD Rom

Encarta 1997, Microsoft

L'état du monde 96, SNI, éditions La Découverte

Quidmonde 97, Quidmultimédia

Encyclopédie Universalis 1997

Internet

[Http://www.quid.fr](http://www.quid.fr)

[Http://www.int-review.ch/ang/articles/n40/irn25A.html](http://www.int-review.ch/ang/articles/n40/irn25A.html), "Iran and Sudan behind Mubarak assassination plot?"

[Http://www.sudan.net](http://www.sudan.net)

Agences de presse

AFP: " China condmns US embargo against Sudan ", 13 Novembre 1997

AFP: " Sudan to draft peace plan ", 13 Novembre 1997

ANS (Africa News Service): " Negotiations best options dor Sudan ", 12 Novembre 1997

AP: " SPLA:Khartoum's insistence on Islamic law thwarts peace talk ", 11 Novembre 1997

REUTERS: " Sudan committed to federation as way to end war ", 12 Novembre 1997

REUTERS: " Sudan Peace Talks adjourn, to resume next april ", 11 Novembre 1997